

Lettre pour publication le 5 juillet 2018

Titre

Le Centre-du-Québec veut des engagements des candidats et de leur parti

Nous sommes responsables de nos communautés et c'est pourquoi nos concitoyens nous interpellent sur les problématiques qui déterminent leur qualité de vie. Ainsi, nous intervenons régulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation, et ce même si cela ne relève pas de nos compétences. De plus, les élus municipaux réunis au sein de la Table des MRC du Centre-du-Québec mettent en place une nouvelle gouvernance pour la région. Cette démarche s'articule à travers la conception et la réalisation de projets structurants élaborés en codéveloppement avec les partenaires du milieu ainsi qu'à partir de nouveaux rapports avec les ministères et le gouvernement afin d'assurer la cohérence et l'efficacité des interventions sur le territoire. Aussi, parce que l'État définit en bonne partie la vie de nos régions, la Table des MRC interpelle les candidats aux élections du 1er octobre pour connaître leurs intentions dans certains secteurs.

En premier lieu, le Centre-du-Québec est une des régions où la présence de l'État est la plus faible au Québec. En fait, seuls 4 ministères y ont une direction, les autres étant gérés depuis Trois-Rivières, Montréal et même Longueuil. Cette faible présence se traduit également au niveau des investissements. En effet, le programme québécois des infrastructures prévoit consacrer 2,364 G\$ en Mauricie d'ici 2028 alors que le Centre-du-Québec devra se contenter de 1,431 G\$ pour une population et un territoire habité comparables. Presque un milliard ou 40% de moins en dix ans.

Comme tous les Québécois, la santé est au coeur des préoccupations des centricois et des centricois. En plus d'être la seule non reconnue comme région sociosanitaire, on s'inquiète pour le respect des corridors de services, la dénaturation des institutions, la perte d'expertise et la pression sur les malades et ceux qui les supportent. En fait, l'accès aux services de santé est maintenant synonyme de déplacement et être sur la route signifie des coûts supplémentaires pour les patients, des pertes de revenus et des familles et des groupes sous pression. Outre la question de structure, la situation préoccupe nos citoyens qui désirent l'amélioration de l'accès et de la qualité des soins de santé.

Les services communautaires et le soutien aux groupes qui animent notre vie collective nous inquiètent également. Sur la base de données produites par l'État, le Centre-du-Québec reçoit moins en financement par personne que d'autres régions comparables, l'écart pouvant même dépasser les 25%. La région est pourtant le berceau des corporations de développement communautaires et les besoins sont tout aussi importants ici qu'ailleurs.

Ces trois problématiques, jumelées à celles propres au monde municipal feront l'objet d'un débat entre les candidats des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale

le 28 août prochain à Drummondville. La Table des MRC veut connaître leurs engagements et tiendra pour ce faire une assemblée réunissant les maires, conseillers et leurs partenaires des milieux culturels, économiques sociaux. Ce sera aussi l'occasion pour les citoyens d'ajouter une information essentielle à leur réflexion. Une fois les élections passées, la Table des MRC fera le suivi auprès de ceux qui auront été choisis pour assurer le respect de leurs engagements envers le Centre-du-Québec.

Geneviève Dubois
Mairesse de Nicolet
Préfète de la MRC Nicolet-Yamaska
Présidente de la Table des MRC